

Les Suisses vont voter sur un revenu universel (prévu à 2.260 euros)

L'Obs • Pascal Riché • Publié le 31 mai 2016 à 10h35

Dimanche 5 juin, les Suisses sont invités à voter l'introduction dans la constitution fédérale du principe d'un revenu de base inconditionnel (RBI) qui "doit permettre à l'ensemble de la population de mener une existence digne et de participer à la vie publique". La loi en fixerait les modalités mais d'ores et déjà, les initiateurs du référendum proposent de fixer ce revenu à 2.500 francs suisses (FS) mensuels par adulte (2.260 euros) et 625 francs (565 euros) par enfant, non imposables.

Si cette réforme était votée dimanche, tout Suisse serait assuré de recevoir au moins cette somme à la fin de chaque mois, sans condition. Ceux qui, par leur travail, gagnent moins que 2.500 FS recevraient un complément pour atteindre ce montant. Ceux qui ne travaillent pas recevraient la *somme* totale. Ce revenu de base inconditionnel se substituerait à diverses prestations sociales. Il ferait disparaître à jamais le stress face au risque de perdre son emploi, ou de ne pas en retrouver ; il renforcerait le pouvoir des individus face à leur entreprise ou à l'Etat ; il simplifierait radicalement l'Etat providence, supprimant des montagnes de paperasse...

Mais ne fantasmons pas trop vite. La probabilité pour que ce projet de loi référendaire soit voté dimanche est très mince. Il faudrait que la majorité des Suisses l'approuve dans les 26 cantons. Or, à croire les sondages, moins de 40% des électeurs interrogés affirment soutenir l'initiative.

Et pourtant, le fait qu'un pays riche se penche ainsi collectivement sur le revenu de base, une idée utopique restée marginale pendant plus d'un siècle, est en soi une nouvelle victoire pour ceux qui la défendent. Les auteurs du projet référendaire sont contents de leur coup : "Même si on ne gagne pas cette fois, je suis bien plus optimiste que je ne l'étais il y a deux ans", nous déclare Gabriel Barta, membre du comité d'initiative, qui se bat depuis dix ans pour l'idée :

"Il y a désormais un grand débat dans tout le pays, il a été plus intense que sur la plupart des autres votations. C'est un premier stade. La première grève générale pour la rente de vieillesse [la retraite, NDLR] a eu lieu en 1918, mais elle n'a été instaurée que trente ans plus tard ! Je pense qu'à la prochaine votation sur le revenu de base, dans cinq ou dix ans, ça passera."

Le gouvernement suisse a fait campagne contre ce projet : à l'écouter, il risque d'inciter les Suisses à quitter leur travail et il coûterait 25 milliards de francs suisses par an au contribuable : il faudrait pour le financer recourir à de nouveaux impôts ou amputer des dépenses publiques.

Les défenseurs du revenu de base rétorquent que la Suisse est un pays suffisamment riche pour pouvoir mettre en place cette petite révolution : une taxe minimale sur toutes les transactions électroniques permettrait aisément de la financer.